EXEMPLE DE DELIBERATION POUR L'ADHESION A LA POLITIQUE MAISON ALSACIENNE DU XXIe SIECLE DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE .....

Séance du .....

L'an deux mille ..... *, à heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de* ..... ***Maire.***

Présents :	*Absent(s) excusé(s) :*	*Secrétaire(s) :*
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

ADHESION A LA POLITIQUE MAISON ALSACIENNE DU XXIe SIECLE DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa Politique Maison Alsacienne du XXIe siècle, la Collectivité européenne d'Alsace va lancer, au 1er janvier 2024 le Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel.

Notre engagement à la démarche de la Collectivité européenne d'Alsace permet un soutien plus fort des projets sur notre territoire.
3 choix possibles :

- Sans implication, le plafond se situe à 10 000€ de subvention maximum (sur les territoires ayant délégué les aides à la pierre à la Collectivité européenne d'Alsace).

ou

- Notre adhésion à la démarche de cofinancement des projets sur notre territoire porte le plafond de subvention à 30 000€.

ou

- Notre engagement à la mise en œuvre d'une étude d'identification du patrimoine respectant le cahier des charges fourni par la CeA couplé avec notre adhésion à la démarche de cofinancement des projets sur notre territoire portent le plafond des dépenses subventionnables à 40 000€.

Notre cofinancement des projets est basé sur un pourcentage en fonction de notre taux modulé. Le taux modulé de NOM COMMUNE/INTERCO est de XX, notre participation sera a minima XX% de la subvention attribuée par la Collectivité européenne d'Alsace.

VU la délibération n° CD-2023-3-6-2 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace portant sur la politique Maison Alsacienne du XXIe siècle du 19 juin 2023 ;

VU le règlement du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel de la Collectivité européenne d'Alsace, approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CP-2023-XXXX du 13 novembre 2023;

VU la convention-cadre de partenariat au titre du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel entre la Collectivité européenne d'Alsace, le PNRVN et le CAUE Alsace ;

VU le cahier des charges des études d'identification du patrimoine de la Collectivité européenne d'Alsace ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adhérer à la démarche de cofinancement des projets sur notre territoire soutenu par la Collectivité européenne d'Alsace au titre du **Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel**.

DECIDE d'engager une étude d'identification du patrimoine réalisée en conformité avec le cahier des charges fourni par la Collectivité européenne d'Alsace.

ADOPTE la convention- cadre de partenariat au titre du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel entre la Collectivité européenne d'Alsace, et ses partenaires le CAUE Alsace et le PNRVN

S'ENGAGE à appliquer le règlement du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel de la Collectivité européenne d'Alsace.

ANNEXE :

- Règlement du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel
- Cahier des charges de l'identification

Niveau d'engagement des collectivités	Plafond de subvention CeA	Modalités de mise en œuvre
Adhésion du bloc local Cofinancement des projets Identification du bâti patrimonial	**Plafond 40 000 €**	• Engagement de la commune ou de l'EPCI à réaliser une étude d'identification du bâti patrimonial et définir des mesures spécifiques de préservation dans les règlements d'urbanisme • Mobilisation de l'offre d'accompagnement du RITA • Cofinancement des études par la CEA via le FIT • Cofinancement des projets de particuliers par le bloc local (commune ou EPCI), basé sur le taux modulé • Conventionnement global entre l'EPCI / la commune et la Collectivité européenne d'Alsace (adhésion)
Adhésion du bloc local Cofinancement	**Plafond 30 000 €**	• Cofinancement des projets de particuliers par le bloc local (commune ou EPCI), basé sur le taux modulé • Mobilisation de l'offre d'accompagnement du RITA • Délibération de la commune ou EPCI pour adhérer
Pas d'adhésion du bloc local et délégation des aides à la pierre à la CeA	**Plafond 10 000 €**	• Soutien aux projets des particuliers sur le territoire de délégation des aides à la pierre de la CEA
Pas d'adhésion du bloc local et pas de délégation des aides à la pierre à la CeA	**0€**	• EMS et M2A ont conservé les aides à la pierre. Cependant les communes de ces territoires pourraient adhérés et cofinancer les projets et passer ainsi au 2e niveau.

	Proposition	
Taux modulé	Subvention CT = a minima un pourcentage de la subvention Cea basée sur le taux modulé de la commune ou de l'EPCI	
	Plafond à 30 000 €	**Plafond à 40 000 €**
De 10 à 20	12 % soit 3 600€	12 % soit 4 800 €
De 21 à 30	10 % soit 3 000 €	10 % soit 4 000 €
De 31 à 40	7 % soit 2 100 €	7 % soit 2 800 €
De 41 à 50	3 % soit 900 €	3 % soit 1 200 €
De 51 à 60	1,5% soit 450 €	1,5% soit 600 €

Règlement du Fonds de Sauvegarde de la Maison alsacienne et du bâti traditionnel

L'objectif de la politique de la Maison alsacienne du XXIe siècle de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) est d'accompagner les porteurs de projets dans la sauvegarde de leur bâti patrimonial ainsi que dans une démarche globale et vertueuse d'identification du patrimoine, d'adaptation de leur document d'urbanisme et de soutien aux projets de réhabilitation portés par les habitants des territoires.

Le présent règlement précise les modalités de mise en œuvre du Fonds de Sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.

Le Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel sera mis en place à partir du 1er janvier 2024, il fera l'objet d'un dépôt en ligne des demandes. Toutefois, pendant une période transitoire du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, les dispositifs préexistants « Plan Patrimoine 68-Maisons Anciennes » et « Sauvegarde et de Valorisation de l'Habitat Patrimonial » (SVHP) approuvés respectivement par délibérations du Conseil départemental du Haut-Rhin n°CD-2018-6-7-2 du 14 décembre 2018 et du Conseil départemental du Bas-Rhin n°CD-2018-129 du 13 décembre 2018 seront maintenus. L'articulation entre ces trois dispositifs d'aides s'effectue selon la règle de l'application du dispositif le plus favorable pour le porteur de projet, **à condition que le dossier de demande de subvention soit déposé avant le 31 décembre 2023** (accusé de réception de la Collectivité européenne d'Alsace d'un dossier complet ou accusé de réception avec demande de pièce complémentaire). Les dispositifs préexistants « Plan Patrimoine 68-Maisons Anciennes » et « Sauvegarde et de Valorisation de l'Habitat Patrimonial » (SVHP) sont abrogés au 31 décembre 2024. Dans l'hypothèse où le dossier de demande de subvention n'est pas déposé avant le 31 décembre 2023 (accusé de réception complet ou accusé de réception avec demande de pièce complémentaire), le demandeur /porteur de projet bénéficiera, s'il remplit des conditions prévues au règlement, d'un soutien au titre du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel.

Eligibilité des projets

Quels patrimoines concernés ?

Le bâti traditionnel : il est adapté au territoire, riche d'une diversité de matériaux, de savoir-faire en fonction des époques, des territoires et des usages. Cette architecture diverse est riche de multiples influences et caractérise les paysages alsaciens.

Si dans l'esprit populaire, la maison alsacienne se définit par la maison à pan de bois, ce n'est pas le sens de la politique de la Maison Alsacienne du XXIe siècle de la CeA qui entend inclure le bâti dans toutes ses composantes : habitat, dépendance, etc. De plus, il ne s'agit pas uniquement de la maison à pans de bois mais bien des maisons alsaciennes sous toutes leurs formes : ferme vosgienne, immeuble renaissance, ferme bloc, etc. Ainsi, la maison alsacienne concerne le bâti traditionnel d'Alsace d'avant 1948, date qui marque un tournant dans l'usage des matériaux de construction.

Les projets éligibles sont des projets de restauration et de réhabilitation du bâti traditionnel.

Définition du caractère patrimonial du projet

Le demandeur sollicite la Collectivité européenne d'Alsace pour un accompagnement sur un projet de restauration ou de réhabilitation d'un bâti. Cet accompagnement est de deux niveaux :

- un conseil technique et spécialisé délivré par un architecte (ci-après, « architecte conseil ») ;
- une subvention d'investissement si le projet est éligible.

Le caractère patrimonial du bien et du projet est défini par un architecte conseil d'un des partenaires de la Collectivité européenne d'Alsace : le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement d'Alsace (CAUE Alsace) et le Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord (SYCOPARC PNRVN) sur son territoire d'action, selon les modalités de partenariat définies par la convention-cadre du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel jointe en annexe au présent règlement.

L'architecte conseil procède à l'accompagnement des demandeurs, dans le cadre de l'élaboration de leurs projets, par des visites sur site, des rendez-vous et des échanges téléphoniques.

L'architecte conseil valide le projet et précise la nature et le montant des dépenses éligibles et transmet ces informations à la Collectivité européenne d'Alsace. Il vérifie également les factures en amont du versement du solde de la subvention.

Une subvention n'est pas automatique : elle est attribuée en fonction de l'intérêt architectural, culturel, économique, social, technique et environnemental des travaux projetés et des crédits disponibles, sur la base de la politique Maison Alsacienne du XXIe siècle qui fixe notamment les priorités d'intervention de la Collectivité européenne d'Alsace.

Définition de l'objet de la subvention

La subvention est attribuée par bâtiment. On entend par bâtiment en référence au lexique national de l'urbanisme contenu dans le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 (ou dans le texte se substituant) :

- une construction couverte par une toiture et dotée de systèmes de fermeture en permettant une clôture totale ;
- une grange, un séchoir à tabac, une étable, un corps de logis supplémentaire de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, etc. peuvent être considérés comme éligibles au dispositif ;
- tout cas particulier sera confié à l'avis de l'architecte conseil.

Quels bénéficiaires ?

Liste des bénéficiaires éligibles

- Communes ;
- Groupements de collectivités ;
- Associations à but non lucratif ;
- Personnes physiques : propriétaires (qu'ils soient occupants ou non, résidences principales, résidences secondaires), au sein ou non de coopératives d'habitants et copropriétés ;
- SCI familiales ;
- Pour les projets d'habitats participatifs : Sociétés Civiles Immobilières par Attribution (SCIA), Sociétés Coopératives de Construction (SCCC) et Sociétés Civiles Immobilières d'Accession Progressive à la Propriété (SCI-APP) ; à condition que ces dernières mettent à disposition à titre gratuit les logements contenus dans les bâtiments ;
- Etablissements publics ;
- Bailleurs sociaux et aménageurs sous la forme de Sociétés Publiques Locales (SPL), Sociétés d'Economie Mixte (SEM), les offices publics de l'habitat (OPH) ; les sociétés anonymes d'habitations à loyer modérés ou HLM (SA d'HLM) ; les sociétés coopératives d'HLM.

Bénéficiaires non éligibles : les entreprises au sens large, associations exerçant une activité économique.

Projet non éligible : les bâtiments abritant ou ayant vocation à abriter une activité économique/ commerciale (exemple : les meublés de tourisme comme les gîtes, chambres d'hôtes, etc.), dès lors que ces aides sont susceptibles de favoriser le développement d'une activité économique (comme une réhabilitation d'un bâtiment devant permettre l'extension d'un hôtel, aménagement d'un gîte rural devant être loué de façon saisonnière, etc.).

En cas de projet mixte, par exemple logement et commerce, les travaux concernant l'activité économique ne sont pas éligibles (les Départements n'ont pas la compétence pour soutenir l'activité économique). Un projet mixte serait donc éligible en partie, selon le pro rata des surfaces.

Quels travaux sont éligibles ?

Les travaux éligibles sont des travaux permettant la restauration et la réhabilitation du bâti traditionnel. La nature des travaux éligibles est soumise à l'analyse des architectes conseils.

Les travaux sont réalisés avec des matériaux traditionnels, par des entreprises, portant sur l'aspect extérieur et sur les structures, de 3 ordres :

- des travaux de structures (pans de bois, charpente, gros œuvre en pan de bois et /ou pierre et/ou briques, reprise d'éléments en grès, des auvents, etc.) ;
- des travaux de clos couvert (couvertures, menuiseries traditionnelles, enduits de façade, torchis, etc.) ;
- des travaux de finition/amélioration (peinture si cela est en complément d'autres travaux, escaliers extérieurs, modénatures, reconstitution d'éléments disparus comme les balcons, fenêtres, etc.) ;
- une liste des travaux en annexe précise les postes de dépenses éligibles.

Démarrage des travaux

Les travaux ne doivent pas avoir démarré à la date du dépôt de dossier. La Collectivité européenne d'Alsace peut délivrer une autorisation de démarrage de travaux si elle est demandée au dépôt du dossier et validée par l'architecte conseil.

Dans le cas d'un risque de détérioration ou de dégradation majeure du patrimoine bâti, si des travaux doivent démarrés avant l'attribution de la subvention, une autorisation de démarrage des travaux peut être délivrée par la Collectivité européenne d'Alsace. Les travaux devront être conformes aux prescriptions du CAUE Alsace ou du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Vosges du Nord (SYCOPARC), au besoin la demande pourra être soumise au comité technique.

Cumul avec les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah)

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah, sous réserve d'éligibilité, au titre du Programme d'Intérêt Général, pour des travaux de réhabilitation des propriétaires privés et aux aides volontaristes mobilisables pour la création de logements aidés (PLUS, PLAI). Les opérateurs du Programme d'intérêt Général (PIG) assureront le montage du dossier de demande des particuliers au titre de l'Anah et de la valorisation, sur la base du conseil architectural réalisé par le CAUE Alsace ou le SYCOPARC.

Cette aide n'est pas cumulable avec les autres soutiens de la Collectivité européenne d'Alsace pour les mêmes dépenses. Toutefois, un projet peut émarger à plusieurs

dispositifs de la Collectivité européenne d'Alsace, sur les dépenses non éligibles à ce dispositif.

Autorisation d'urbanisme
Le demandeur s'acquittera de toutes les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux tels que déclaration de travaux, permis de construire, avis des services d'hygiène (se renseigner auprès de la mairie) et y intégrera les préconisations des architectes conseil. Ces préconisations ne se substituent pas à celles de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) ou de la Conservation Régionale des Monuments historiques en cas de patrimoine protégé au titre des Monuments historiques ou de périmètre des abords. La Collectivité européenne d'Alsace peut exiger la production de ces autorisations administratives lors du dépôt du dossier ou lors de la demande de paiement.

Cas particuliers de travaux éligibles

- Auto réhabilitation

Dans un cadre expérimental, certains projets en auto réhabilitation pourront être éligibles au dispositif sous réserve de la validation du projet par l'architecte conseil et à condition de présenter un projet accompagné par un professionnel (subvention versée sur présentation de factures de l'accompagnement du professionnel). Les projets seront soumis pour avis au comité technique.

- Les transformations d'usage sont éligibles, elles sont soumises à l'avis de l'architecte conseil ;
- Les projets de démontage/remontage sont soumis aux avis de l'architecte conseil et du comité technique ;
- Tout autre cas particuliers sera soumis pour avis au comité technique.

Participation financière de la Collectivité européenne d'Alsace : 3 niveaux d'implication

Taux de subvention
Le taux de subvention de la Collectivité européenne d'Alsace correspond à 20% des dépenses éligibles par bâtiment.

La participation financière de la Collectivité européenne d'Alsace est :

- calculée sur la base d'une dépense éligible subventionnable :
  - en HT pour les Communes et groupements de collectivités et les structures qui récupèrent la TVA ou le FCTVA ;
  - en TTC pour les associations et autres structures ne récupérant pas la TVA ;
- déterminée en fonction des autres cofinancements du projet (le taux maximum d'aides publiques est plafonné à 80 % pour les personnes publiques en application du Code Général des Collectivités Territoriales).

Aucune subvention ne pourra être allouée au-delà des crédits disponibles au titre de ce dispositif pour l'année considérée.

Plafond de subvention et engagement des collectivités locales
3 plafonds de subvention selon le niveau de partenariat de la Commune ou de l'intercommunalité, détaillés ci-dessous :

1/ La Commune ou l'intercommunalité s'engage ou a engagé une étude d'identification du patrimoine destinée à être intégrée dans les documents d'urbanisme révisés et cofinance les projets se déroulant sur son territoire.
→ subvention de la Collectivité européenne d'Alsace plafonnée à 40 000 €, soit un plafond de dépenses éligibles de 200 000 € (HT pour le public, TTC pour les particuliers).

Mise en œuvre : délibération de la collectivité qui s'engage dans la démarche globale, c'est-à-dire qui s'engage à suivre le cahier des charges pour l'identification, à cofinancer les projets sur son territoire, à adopter la convention-cadre entre la Collectivité européenne d'Alsace, le CAUE Alsace et le SYCOPARC PRNVN et à respecter le présent règlement.
La collectivité transmet cette délibération à la Collectivité européenne d'Alsace. Elle transmettra aussi tout document prouvant la démarche d'identification du patrimoine bâti. Ces documents peuvent être : appel d'offre d'un bureau d'étude, contrat, cahier des charges (exemple non exhaustifs). L'étude devra être menée dans les 24 mois suivants.

2/ La Commune ou l'intercommunalité s'engage en cofinançant les projets se déroulant sur son territoire.
→ subvention de la Collectivité européenne d'Alsace plafonnée à 30 000 €, soit un plafond de dépenses éligibles de 150 000 € (HT pour le public, TTC pour les particuliers).
Mise en œuvre : délibération de la collectivité qui s'engage à cofinancer les projets sur son territoire, à adopter la convention-cadre entre la Collectivité européenne d'Alsace, le CAUE Alsace et le SYCOPARC PRNVN et à respecter le présent règlement.
La collectivité transmet cette délibération à la Collectivité européenne d'Alsace. Elle informera également la Collectivité européenne d'Alsace du montant attribué aux projets (par mail ou via le télé-service).

3/ La Commune ou l'intercommunalité n'adhère pas à la politique de la Maison alsacienne du XXIe siècle de la Collectivité européenne d'Alsace et se situe sur le territoire de délégation des aides à la pierre :
→ subvention de la Collectivité européenne d'Alsace plafonnée à 10 000 €, soit un plafond de dépenses éligibles de 50 000 € (HT pour le public, TTC pour les particuliers).

Les territoires qui n'ont pas délégué les aides à la pierre à la Collectivité européenne d'Alsace ne sont pas éligibles à ce plafond de subvention, à savoir l'Eurométropole de Strasbourg et Mulhouse Alsace Agglomération. Toutefois, les communes de ces intercommunalités peuvent indépendamment s'engager à cofinancer et/ou mener des études d'identifications, elles seront alors éligibles au plafond 1 ou 2.

<u>Principe du cofinancement des collectivités locales</u>
Le cofinancement de la Commune ou intercommunalité partenaire correspond *a minima* au pourcentage de la subvention de la Collectivité européenne d'Alsace. Ce pourcentage est défini en fonction du taux modulé, indicateur de la richesse de la collectivité locale.

Selon le taux modulé, découpé en 5 tranches, la Commune ou intercommunalité partenaire verse un pourcentage de la subvention attribuée par la Collectivité européenne d'Alsace.
La liste des taux modulés est jointe en annexe au présent règlement.

Taux modulé de la collectivité locale	Subvention de la CeA plafonnée à 30 000 €	Subvention de la CeA plafonnée à 40 000 €
De 10 à 20	12% soit 3 600€	12% soit 4 800€
De 21 à 30	10% soit 3 000€	10% soit 4 000€
De 31 à 40	7% soit 2 100€	7% soit 2 800€
De 41 à 50	3% soit 900€	3% soit 1 200€
De 51 à 60	1,5% soit 450€	1,5% soit 600€

EXEMPLE :
Une Commune au taux modulé de 39%, pour une subvention CeA de 11 300 €, attribuera en complément une subvention de 11 300 € x 7% = 791 €
Une Commune au taux modulé de 55%, pour une subvention CeA de 40 000 €, attribuera en complément une subvention de 40 000 € x 1,5% = 600 €

Modalités d'échanges entre la Collectivité européenne d'Alsace et les collectivités locales :

- la Collectivité européenne d'Alsace informe la collectivité adhérente d'un dépôt de dossier ;
- la Collectivité européenne d'Alsace informe la collectivité d'un dossier complet ;
- la Collectivité européenne d'Alsace informe la collectivité du montant de la subvention attribuée ;
- la collectivité informe la Collectivité européenne d'Alsace de la subvention attribuée.

La transmission de ces informations se fera via le portail des aides et prendra la forme d'un mail adressé par la Collectivité européenne d'Alsace aux collectivités locales partenaires.

Procédure d'instruction de la demande de subvention

Les demandes de subventions sont déposées tout au long de l'année.

Pré-instruction
La procédure de dépôt de dossier démarre par la saisie en ligne, sur le site Internet de la Collectivité européenne d'Alsace, d'une pré-demande permettant de renseigner les coordonnées du demandeur (bénéficiaire potentiel), la localisation, la nature générale du projet, etc.

Ensuite, le demandeur est invité à prendre un rendez-vous sur place avec un architecte conseil, avant l'obtention de l'autorisation administrative (permis de construire, déclaration préalable, permis d'aménager, etc.).

Les travaux ne doivent pas avoir démarré à la date du dépôt de dossier, sauf dans le cas d'un risque de détérioration ou de dégradation majeure du patrimoine bâti, exception prévue ci-dessus par le présent règlement. Le commencement d'exécution est caractérisé, notamment, par l'acceptation d'un devis, la signature de l'acte d'engagement d'un marché de travaux. La Collectivité européenne d'Alsace peut délivrer une autorisation de démarrage de travaux si elle est demandée au dépôt du dossier et validée par l'architecte conseil. L'autorisation de démarrer le projet ne préjuge pas de la décision d'attribution de la subvention sollicitée.

Les services de la Collectivité européenne d'Alsace renseignent et orientent le porteur de projet afin de composer un dossier de demande de subvention, à déposer de préférence en ligne.

Composition de la demande de subvention

- Demande écrite de subvention via le formulaire en ligne précisant l'identité du demandeur, ses coordonnées, l'adresse du chantier, etc. ;
- Description du projet et des travaux, selon le cas : devis, cahier des charges, avant-projet définitif, photos avant travaux, ou tout document permettant à la Collectivité européenne d'Alsace d'apprécier la qualité du projet ou demandé par l'architecte conseil ;
- Autorisation ou validation selon les règles d'urbanisme en place ;
- Pour les Communes, groupements de collectivités et établissements publics : une copie de la délibération approuvant le projet ;
- Le plan de financement prévisionnel du projet ;
- Pour les associations : statuts de l'association, le dernier rapport d'activité et le compte rendu de la dernière assemblée générale ;
- Pour les particuliers : acte de propriété, statuts de la SCI familiale le cas échéant ;
- Pour l'habitat participatif : statuts de la SCI précisant le caractère non lucratif ;
- Le relevé d'identité bancaire du demandeur (RIB).

La description du projet et des travaux est soumise à la validation de l'architecte conseil. L'architecte conseil valide via le télé-service de la Collectivité européenne d'Alsace le projet et le montant des dépenses éligibles.

La Collectivité européenne d'Alsace vérifie la complétude du dossier, informe le demandeur de la validation du dossier et de son passage prochain en commission (commissions territoriales puis commission permanente). La Collectivité européenne d'Alsace informera la collectivité partenaire par mail, via le télé-service, du dépôt d'un dossier complet.

Attribution de subvention, notification et convention

Les dotations annuelles seront votées lors de chaque budget primitif de la CeA, dans la limite des crédits disponibles.

Le bénéficiaire se verra notifier la subvention par courrier du Président de la Collectivité européenne d'Alsace. Le courrier de notification sera accompagné de l'état d'achèvement de l'opération. Une convention financière entre le bénéficiaire et la Collectivité européenne d'Alsace sera établie. Cette convention fera courir le délai de validité de la subvention jusqu'au 31 décembre de l'année n+3 suivant la date de vote de la subvention.

La Collectivité européenne d'Alsace informera la collectivité partenaire de l'attribution de la subvention par mail.

Modalités financières

L'aide financière est versée en une seule fois en fin d'opération, sur présentation par le bénéficiaire des pièces justificatives suivantes :

- Copie des factures acquittées ;
- Etat d'achèvement de l'opération dument rempli transmis par la Collectivité européenne d'Alsace lors de la notification ;
- Décompte financier, avec le relevé des paiements signé par le bénéficiaire et certifié par le receveur pour les collectivités ou établissements publics ou le trésorier pour les associations ;
- Photos après travaux (facultatif).

La conformité des travaux sera soumise à l'avis de l'architecte conseil, par transfert des pièces justificatives et par un rendez-vous sur place si celui-ci le juge utile.

La Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit de réclamer toute autre pièce complémentaire pour le versement de la subvention.

Le bénéficiaire dispose d'un délai jusqu'au 31 décembre de l'année n+3 suivant la date de vote de la subvention. La subvention sera annulée d'office si les pièces justificatives n'ont pas été transmises ou si une demande de prolongation n'a pas été déposée par courrier adressé au Président et acceptée par la Collectivité européenne d'Alsace dans ce délai.

La Collectivité européenne d'Alsace procèdera au versement de la subvention, si les travaux ont été réalisés conformément au conseil et en informera par mail la collectivité partenaire. Le non-respect de l'avis et des préconisations de l'architecte des bâtiments de France (ABF) et/ou des architectes conseils entraîne le retrait de la subvention initialement accordée par la Collectivité européenne d'Alsace.

En cas de décès, le changement du bénéficiaire de la subvention s'effectue de plein droit au profit du légataire universel.

En application des dispositions du Règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace, si les dépenses justifiées devaient porter le montant de l'aide définitive à un montant inférieur à 500 €, la subvention sera annulée.

En cas d'augmentation du coût du projet, le montant de l'aide affectée à celui-ci ne fera pas l'objet d'une revalorisation. En cas de diminution du coût du projet, le montant de l'aide affectée à celui-ci fera l'objet d'une diminution au prorata et la différence ne pourra pas être transférée par le porteur de projet sur un autre projet. Ainsi, si le montant des dépenses réelles attestées par le bénéficiaire est inférieur au montant de la dépense subventionnable retenue par la Collectivité européenne d'Alsace, la subvention sera réduite au prorata. De même, en cas de modification du plan de financement prévisionnel lié à l'octroi d'aides publiques supplémentaires, le montant de l'aide de la Collectivité européenne d'Alsace pourra être diminuée au prorata, afin de respecter le taux maximum de 80% d'aides publiques.

Encadrement de l'octroi de l'aide en cas de vente ou d'un changement d'activité

L'Assemblée délibérante de la Collectivité européenne d'Alsace, se prononce sur le remboursement de tout ou partie de la subvention accordée en cas de vente du bien ou de changement de destination de l'activité (par exemple si la maison est transformée en gîte ou autre activité commerciale).

En présence d'une subvention d'investissement, si l'objet aidé venait à être vendu, détruit ou à changer de destination pour une activité économique dans le délai de 10 ans à compter de l'achèvement des travaux, dans ce cas, la Collectivité européenne d'Alsace peut stopper le versement de la subvention, voire demander le remboursement des sommes déjà perçues (remboursement au prorata d'une durée d'amortissement de 10 ans). Toutefois, la Collectivité européenne d'Alsace peut accorder une dérogation, dûment justifiée par le bénéficiaire, par décision de la Commission Permanente.

Publicité de l'aide attribuée

Le bénéficiaire devra assurer par tous moyens (panneaux de travaux, banderoles ou autocollants fournis par la Collectivité européenne d'Alsace, présence du logo de la Collectivité européenne d'Alsace sur les programmes, affiches et documents de communication) la publicité relative à la participation de la Collectivité européenne d'Alsace au projet aidé.

Cette publicité devra également intervenir, pour les collectivités ou leurs groupements, dans le respect des dispositions des articles L 1111-11 et D 1111-8 du Code général des collectivités territoriales, qui imposent des obligations de publicité particulières lorsqu'une opération d'investissement bénéficie de subventions de la part de personnes publiques.

De plus, le bénéficiaire devra associer le Président de la Collectivité européenne d'Alsace et les Conseillers d'Alsace concernés aux inaugurations, poses de première pierre, comité de suivi pour chaque projet. A cet effet, il prendra l'attache du Cabinet du Président et du service du Patrimoine dans un délai raisonnable afin de déterminer les dates afférentes à ces événements.

Le bénéficiaire autorise la Collectivité européenne d'Alsace à utiliser les photos avant/après travaux dans ses outils de communication.

Application supplétive du règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace

Le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace régit l'octroi et le versement des aides financières allouées au titre du présent règlement et s'applique de façon supplétive.

Contrat d'engagement républicain

Les associations, lors du dépôt de la demande d'aide au titre du Fonds de Sauvegarde de la Maison alsacienne et du bâti traditionnel, s'engagent à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et approuvé par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021.

Liste des annexes :

- Liste des travaux pris en compte (ci-dessous) ;
- Convention cadre entre la Collectivité européenne d'Alsace, le CAUE d'Alsace et le SYCOPARC PRNVN (voir document joint, annexe 01) ;
- Modèle de délibération pour les collectivités partenaires (voir document joint, annexe 02) ;
- Liste des taux modulés (voir documents joints, annexe 03);
- Cahier des charges pour les études d'identification (voir documents joints, annexe 04)
- Modèle de convention financière type.

Les travaux pris en compte

CHARPENTE ET STRUCTURE : reprise et consolidation d'éléments de structure, renforcement de poutres de plancher ou d'éléments de charpente de grande portée.

MACONNERIE : reprise, consolidation, restauration et/ou remplacement d'éléments de structure en pierre, grès, calcaire, etc., (poteaux, murs et/ou soutènement d'origine, chainage d'angle, encadrements, soubassement, etc.).

COUVERTURE : tuiles ou petits éléments neufs ou récupérés de forme identique au style original ou avec les formes et détails prescrits.
Rives traditionnelles (pas de tuiles rabat ou de zinguerie).

OUVRANTS : remplacement des fenêtres, portes, volets, etc. en bois, d'aspect identique à l'existant, ou avec les détails prescrits, et adaptés au type de patrimoine.

PANS DE BOIS : réfection de forme identique au style original ou avec les formes et détails prescrits, avec remplissage (torchis, moellons de pierres, briques), ou avec remplissage isolant (biosourcés et perspirant).

TRAVAUX PREPARATOIRES : importants et indispensables ; piquage des enduits ou bien décapage d'anciens enduits ou peintures étanches à la vapeur d'eau, sur les murs et les sols extérieurs en pied de façades.

ENDUITS DE FACADES : réfection après piquage complet de l'enduit, enduit neuf ou thermo-enduit à base de chaux naturelle (aérienne ou équivalent) selon recette fournie par les fournisseurs qualifiés, qui doit être adapté au mur existant.
Enduits à base de composés minéraux à 95 %.
Enduits perspirants à bonne perméabilité à la vapeur d'eau, (coefficient $\mu \leq 15$ et Sd < 0.14 m). Il s'agit de corps d'enduit et de leur finition talochée fin.

PIERRE : restauration et/ou remplacement partiel d'éléments non structurants en pierre de taille ou moellons, terre cuite (modénature, escaliers, poteaux ou murs de clôtures et/ou portail, etc.).

PEINTURE : microporeuse ou perspirante, minérale, pour les bois : lasures ou huiles naturelles selon recette fournie par les fournisseurs qualifiés.

METAL : réfection d'éléments de ferronnerie, marquises et verrières d'époque, garde-corps, rampes d'escalier, grilles de défense, portails, clôtures.

ORGANISATION DE CHANTIER : échafaudages, installations de chantier, assistance à maitrise d'ouvrage, frais de maitrise d'œuvre en phase PRO, frais liés à l'accompagnement d'un professionnel lors d'un chantier en auto réhabilitation.

Travaux inéligibles : les travaux d'accessibilité, les transformations de la structure d'origine et les créations d'ouvertures en façades ou en toiture (chiens-assis, lucarnes, baies vitrées, etc.), les travaux de chauffage, de panneaux photovoltaïques, de sonorisation, de serrurerie, d'ascenseur, de paratonnerre, l'installation ou l'acquisition de mobilier neuf, ceux relevant du simple entretien.

Les travaux inéligibles sont soustraits du calcul de la subvention mais n'annulent pas l'éligibilité.

CAHIER DES CHARGES POUR LES ETUDES D'IDENTIFICATION DU PATRIMOINE.

Préambule / Contexte de la Mission :

En 2023, la Collectivité européenne d'Alsace acte les grands axes de sa politique Maisons Alsaciennes du XXIe siècle.

Un des objectifs de cette politique est d'identifier le bâti traditionnel à préserver dans les documents d'urbanisme. La Collectivité européenne d'Alsace souhaite ainsi encourager les collectivités à identifier, sur leur territoire, ce qui présente un intérêt patrimonial suffisamment remarquable pour vouloir en assurer sa transmission et sa préservation pour les générations futures. Il est du devoir des collectivités de le préserver et d'en faire un élément d'aménagement et d'attractivité du territoire qui correspond aux nouvelles aspirations des ménages.

Ce cahier des charges est un outil à destination des collectivités désireuses de réaliser une étude d'identification de leur patrimoine. Il présente les attendus de la Collectivité européenne d'Alsace en matière d'étude d'identification.

Objet de la mission:

L'objet de la mission est la réalisation d'une étude d'identification du patrimoine culturel bâti de la commune / communauté de commune de _____ afin de mettre en évidence les caractéristiques architecturales du territoire, de réaliser une cartographie des points d'intérêt~~s~~ patrimoniaux et de pouvoir enrichir les documents d'urbanisme de la collectivité.

Le résultat de cette étude va constituer un socle de connaissances commun, complet et partagé du patrimoine local. Elle représente une base de donnée qui sera précieuse pour la mise en œuvre de projets territoriaux, architecturaux et urbains dans le futur.

L'objectif de cette étude est également de fournir aux élus un outil d'aide à la prise de décision concernant l'aménagement urbain à travers l'identification des bâtiments d'intérêt patrimonial.

L'équipe sélectionnée pour la réalisation de cette étude pourra être constituée de professionnels ou d'associations mais ses membres devront présenter des compétences et connaissances avérées en urbanisme, architecture, patrimoine et histoire.

Condition de réalisation :

La mission débutera par une étape de diagnostic territorial, suivie par la création d'une méthodologie qui sera utilisée durant l'étude. Au terme de cette dernière, un bilan et un rapport devront être remis au client.

Le prestataire s'engagera à associer des partenaires au processus de réalisation de l'étude afin qu'elle revête une dimension participative et faciliter son appropriation par les usagers. A titre d'exemple, les partenaires pourraient être :

- Des associations locales ;
- Des sociétés d'histoire ;
- Des habitants du territoire ;
- Des établissements publics ;
- Des représentants de la collectivité ;
- Des services de la commune.

Le prestataire devra associer les partenaires au processus à travers par exemple l'animation de rencontres, la création d'un comité ou la réalisation d'ateliers.

I/ Diagnostic territorial :

Le diagnostic territorial doit faire la synthèse des données connues sur le territoire et son aménagement au cours du temps. Il nécessite une étude documentaire, historique, topographique, géographique et urbanistique. Sa synthèse doit permettre de définir les caractéristiques du territoire dans son contexte, ses spécificités et ainsi constituer une base de travail pour l'étude du bâti ancien.

II/ Méthodologie:

A l'aide des conclusions du diagnostic territorial, le prestataire pourra identifier une zone à forte concentration de patrimoine (rue principale, centre-bourg) qui constituera la zone d'étude principale. Dans ce secteur, tous les bâtiments seront étudiés à la lueur de leur intérêt patrimonial.

Les bâtiments présentant un intérêt patrimonial et qui se trouveraient en dehors de la zone d'étude seront étudiés au cas par cas.

Le prestataire devra également créer une méthode de classement et d'identification des éléments étudiés selon leur typologie et leurs caractéristiques spécifiques.

Les catégories de bâti qui doivent être prises en compte a minima dans l'étude sont les suivantes :

- Bâti traditionnel d'avant 1948 (maisons, granges, etc.) ;
- Petit patrimoine (calvaires, fontaines, lavoirs, etc.) ;
- Patrimoine civil et religieux (mairies, églises, écoles, etc.)

Exemple de catégories complémentaires :

- Patrimoine industriel ;
- Patrimoine naturel ;
- Patrimoine contemporain ;
- Patrimoine militaire.

L'étude de chaque structure se fera selon une méthode et à l'aide d'une grille d'évaluation que le prestataire aura créée.

Les critères qui doivent être utilisés à minima sont les suivants :

- Critères historiques (lieux, évènements, personnages) ;
- Critères architecturaux (qualités, formes, volumes) ;
- Critères urbains (alignements, espace public, ruelles, cohérence paysagère) ;
- Critères sanitaires (désordres, état de délabrement, potentiels dangers).

D'autres critères pourront être ajoutés selon les spécificités du territoire.

III/ Etude :

Chaque parcelle cadastrale sélectionnée devra faire l'objet d'une étude personnalisée, in situ et associée à une fiche technique.

Des photos devront être prises de chaque bâtiment et élément d'intérêt afin de permettre un suivi de leur évolution dans le temps.

IV/ Bilan :

Un rapport sera à fournir à l'issue de l'étude, il devra être constitué *a minima* des éléments suivants :

- D'une synthèse du diagnostic territorial ;
- D'une cartographie des parcelles étudiées ;
- Des fiches documentaires de chaque parcelle ;
- D'un bilan de l'étude (conclusions + données chiffrées).

Pourront figurer dans le rapport, si le maître d'ouvrage le souhaite et à condition que le prestataire soit un professionnel du milieu, les éléments suivants:

- Des préconisations en matière de restauration et d'entretien du patrimoine ;
- Des préconisations en matière de valorisation du patrimoine ;
- Des préconisations en matière d'aménagement urbain.

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67001	ACHENHEIM	**18**
67002	ADAMSWILLER	**52**
67003	ALBE	**40**
68001	ALGOLSHEIM	**12**
67005	ALTECKENDORF	**36**
68002	ALTENACH	**44**
67006	ALTENHEIM	**52**
68004	ALTKIRCH	**27**
67008	ALTORF	**24**
67009	ALTWILLER	**54**
68005	AMMERSCHWIHR	**26**
67010	ANDLAU	**32**
68007	ANDOLSHEIM	**18**
68008	APPENWIHR	**24**
67011	ARTOLSHEIM	**28**
68009	ARTZENHEIM	**16**
67012	ASCHBACH	**50**
68010	ASPACH	**42**
68011	ASPACH-LE-BAS	**38**
68012	ASPACH-MICHELBACH	**22**
67013	ASSWILLER	**60**
68013	ATTENSCHWILLER	**46**
68014	AUBURE	**48**
67016	AVOLSHEIM	**38**
67017	BAERENDORF	**54**
67018	BALBRONN	**44**
67019	BALDENHEIM	**42**
68015	BALDERSHEIM	**16**
68016	BALGAU	**12**
68017	BALLERSDORF	**42**
68018	BALSCHWILLER	**46**
68019	BALTZENHEIM	**12**
68020	BANTZENHEIM	**10**
67020	BAREMBACH	**24**
67021	BARR	**41**
68021	BARTENHEIM	**34**
67022	BASSEMBERG	**44**
68022	BATTENHEIM	**18**
67023	BATZENDORF	**28**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
68023	BEBLENHEIM	**32**
67025	BEINHEIM	**16**
67026	BELLEFOSSE	**44**
68024	BELLEMAGNY	**46**
67027	BELMONT	**40**
68025	BENDORF	**40**
67028	BENFELD	**31**
68026	BENNWIHR	**18**
68027	BERENTZWILLER	**52**
67029	BERG	**52**
67030	BERGBIETEN	**38**
68028	BERGHEIM	**16**
68029	BERGHOLTZ	**38**
68030	BERGHOLTZZELL	**44**
67031	BERNARDSWILLER	**25**
67032	BERNARDVILLE	**48**
67033	BERNOLSHEIM	**17**
68006	BERNWILLER	**42**
68032	BERRWILLER	**32**
67034	BERSTETT	**52**
67035	BERSTHEIM	**28**
67339	BETSCHDORF	**34**
68033	BETTENDORF	**52**
68034	BETTLACH	**42**
67036	BETTWILLER	**46**
67037	BIBLISHEIM	**48**
68035	BIEDERTHAL	**44**
68036	BIESHEIM	**10**
67038	BIETLENHEIM	**38**
68037	BILZHEIM	**30**
67039	BILWISHEIM	**38**
67040	BINDERNHEIM	**42**
67043	BISCHHEIM	**28**
67044	BISCHHOLTZ	**52**
67045	BISCHOFFSHEIM	**24**
68038	BISCHWIHR	**34**
67046	BISCHWILLER	**26**
68039	BISEL	**52**
67047	BISSERT	**56**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67048	BITSCHHOFFEN	**36**
68040	BITSCHWILLER-LES-THANN	**28**
67049	BLAESHEIM	**22**
67050	BLANCHERUPT	**52**
67051	BLIENSCHWILLER	**44**
68041	BLODELSHEIM	**10**
68042	BLOTZHEIM	**26**
67052	BOERSCH	**36**
67053	BOESENBIESEN	**40**
68043	BOLLWILLER	**36**
67054	BOLSENHEIM	**40**
67055	BOOFZHEIM	**38**
67056	BOOTZHEIM	**46**
67057	BOSSELSHAUSEN	**44**
67058	BOSSENDORF	**46**
68045	BOURBACH-LE-BAS	**28**
68046	BOURBACH-LE-HAUT	**48**
67059	BOURG-BRUCHE	**44**
67060	BOURGHEIM	**48**
68049	BOUXWILLER	**42**
67061	BOUXWILLER	**28**
68050	BRECHAUMONT	**38**
67062	BREITENAU	**44**
67063	BREITENBACH	**32**
68051	BREITENBACH-HAUT-RHIN	**38**
68052	BRETTEN	**44**
67065	BREUSCHWICKERSHEIM	**24**
68054	BRINCKHEIM	**48**
68055	BRUEBACH	**32**
67067	BRUMATH	**20**
68056	BRUNSTATT-DIDENHEIM	**21**
68057	BUETHWILLER	**48**
68058	BUHL	**36**
67069	BUHL	**44**
67070	BURBACH	**44**
68059	BURNHAUPT-LE-BAS	**32**
68060	BURNHAUPT-LE-HAUT	**20**
68061	BUSCHWILLER	**42**
67071	BUST	**50**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67068	BUSWILLER	**44**
67072	BUTTEN	**54**
68062	CARSPACH	**36**
68063	CERNAY	**12**
68064	CHALAMPE	**10**
67073	CHATENOIS	**38**
68065	CHAVANNES-SUR-L'ETANG	**42**
67074	CLEEBOURG	**50**
67075	CLIMBACH	**50**
68066	COLMAR	**22**
67076	COLROY-LA-ROCHE	**44**
67077	COSSWILLER	**44**
68067	COURTAVON	**46**
67078	CRASTATT	**42**
67079	CROETTWILLER	**58**
67080	DACHSTEIN	**32**
67081	DAHLENHEIM	**38**
67082	DALHUNDEN	**42**
67083	DAMBACH	**38**
67084	DAMBACH-LA-VILLE	**26**
67085	DANGOLSHEIM	**36**
68068	DANNEMARIE	**24**
67086	DAUBENSAND	**20**
67087	DAUENDORF	**38**
67088	DEHLINGEN	**52**
68069	DESSENHEIM	**20**
67089	DETTWILLER	**40**
67090	DIEBOLSHEIM	**42**
67091	DIEDENDORF	**54**
67092	DIEFFENBACH-AU-VAL	**44**
67093	DIEFFENBACH-LES-WOERTH	**50**
67094	DIEFFENTHAL	**52**
68071	DIEFMATTEN	**42**
67095	DIEMERINGEN	**30**
68072	DIETWILLER	**20**
67096	DIMBSTHAL	**34**
67097	DINGSHEIM	**50**
67098	DINSHEIM-SUR-BRUCHE	**42**
68073	DOLLEREN	**40**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67099	DOMFESSEL	**50**
67100	DONNENHEIM	**34**
67101	DORLISHEIM	**13**
67102	DOSSENHEIM-KOCHERSBERG	**52**
67103	DOSSENHEIM-SUR-ZINSEL	**42**
67104	DRACHENBRONN-BIRLENBACH	**54**
67105	DRULINGEN	**26**
67106	DRUSENHEIM	**13**
67107	DUNTZENHEIM	**44**
67108	DUPPIGHEIM	**14**
68074	DURLINSDORF	**34**
68075	DURMENACH	**42**
67109	DURNINGEN	**52**
67110	DURRENBACH	**50**
68076	DURRENENTZEN	**20**
67111	DURSTEL	**44**
67112	DUTTLENHEIM	**16**
67113	EBERBACH-SELTZ	**44**
67115	EBERSHEIM	**52**
67116	EBERSMUNSTER	**58**
67117	ECKARTSWILLER	**44**
67118	ECKBOLSHEIM	**25**
67119	ECKWERSHEIM	**34**
68077	EGLINGEN	**46**
68078	EGUISHEIM	**32**
67120	EICHHOFFEN	**36**
68079	ELBACH	**46**
67121	ELSENHEIM	**38**
68080	EMLINGEN	**50**
67123	ENGWILLER	**40**
68082	ENSISHEIM	**17**
67124	ENTZHEIM	**22**
67125	EPFIG	**24**
67126	ERCKARTSWILLER	**46**
67127	ERGERSHEIM	**32**
67128	ERNOLSHEIM-BRUCHE	**14**
67129	ERNOLSHEIM-LES-SAVERNE	**48**
67130	ERSTEIN	**18**
67131	ESCHAU	**25**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67132	ESCHBACH	**50**
68083	ESCHBACH-AU-VAL	**48**
67133	ESCHBOURG	**52**
68084	ESCHENTZWILLER	**32**
67134	ESCHWILLER	**52**
68085	ETEIMBES	**44**
67135	ETTENDORF	**46**
67136	EYWILLER	**50**
68086	FALKWILLER	**44**
67137	FEGERSHEIM	**15**
68087	FELDBACH	**48**
68088	FELDKIRCH	**34**
68089	FELLERING	**38**
68090	FERRETTE	**38**
68091	FESSENHEIM	**10**
67138	FESSENHEIM-LE-BAS	**50**
68092	FISLIS	**46**
68093	FLAXLANDEN	**26**
67139	FLEXBOURG	**44**
68094	FOLGENSBOURG	**50**
67140	FORSTFELD	**42**
67141	FORSTHEIM	**56**
67142	FORT-LOUIS	**20**
68095	FORTSCHWIHR	**32**
67143	FOUCHY	**42**
67144	FOUDAY	**46**
68096	FRANKEN	**44**
68097	FRELAND	**32**
67145	FRIEDOLSHEIM	**36**
68098	FRIESEN	**44**
67146	FRIESENHEIM	**40**
68099	FROENINGEN	**38**
67147	FROESCHWILLER	**54**
67148	FROHMUHL	**52**
68100	FULLEREN	**46**
67149	FURCHHAUSEN	**52**
67150	FURDENHEIM	**42**
68101	GALFINGUE	**32**
67151	GAMBSHEIM	**27**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
68102	GEISHOUSE	**44**
68103	GEISPITZEN	**40**
67152	GEISPOLSHEIM	**19**
68104	GEISWASSER	**12**
67153	GEISWILLER-ZOEBERSDORF	**44**
67154	GERSTHEIM	**24**
67155	GERTWILLER	**34**
67156	GEUDERTHEIM	**36**
68105	GILDWILLER	**42**
67159	GOERLINGEN	**52**
67160	GOERSDORF	**48**
68106	GOLDBACH-ALTENBACH	**56**
68107	GOMMERSDORF	**44**
67161	GOTTENHOUSE	**48**
67162	GOTTESHEIM	**52**
67163	GOUGENHEIM	**56**
67164	GOXWILLER	**42**
67165	GRANDFONTAINE	**38**
67166	GRASSENDORF	**42**
67167	GRENDELBRUCH	**42**
67168	GRESSWILLER	**38**
67169	GRIES	**40**
68109	GRIESBACH-AU-VAL	**40**
67172	GRIESHEIM-PRES-MOLSHEIM	**32**
67173	GRIESHEIM-SUR-SOUFFEL	**50**
68110	GRUSSENHEIM	**36**
68111	GUEBERSCHWIHR	**42**
68112	GUEBWILLER	**28**
68113	GUEMAR	**12**
68114	GUEVENATTEN	**44**
68115	GUEWENHEIM	**32**
67174	GUMBRECHTSHOFFEN	**50**
67176	GUNDERSHOFFEN	**26**
68116	GUNDOLSHEIM	**42**
67178	GUNGWILLER	**54**
68117	GUNSBACH	**42**
67177	GUNSTETT	**52**
68118	HABSHEIM	**15**
67179	HAEGEN	**48**

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
68119	HAGENBACH	**38**
68120	HAGENTHAL-LE-BAS	**40**
68121	HAGENTHAL-LE-HAUT	**44**
67180	HAGUENAU	**18**
67181	HANDSCHUHEIM	**44**
67182	HANGENBIETEN	**22**
67183	HARSKIRCHEN	**50**
68122	HARTMANNSWILLER	**44**
67184	HATTEN	**24**
67185	HATTMATT	**50**
68123	HATTSTATT	**38**
68124	HAUSGAUEN	**50**
68125	HECKEN	**34**
67186	HEGENEY	**58**
68126	HEGENHEIM	**32**
67187	HEIDOLSHEIM	**48**
68127	HEIDWILLER	**44**
67188	HEILIGENBERG	**36**
67189	HEILIGENSTEIN	**50**
68128	HEIMERSDORF	**56**
68129	HEIMSBRUNN	**22**
68130	HEITEREN	**20**
68131	HEIWILLER	**54**
68132	HELFRANTZKIRCH	**42**
67190	HENGWILLER	**40**
67191	HERBITZHEIM	**40**
67192	HERBSHEIM	**38**
67194	HERRLISHEIM	**32**
68134	HERRLISHEIM-PRES-COLMAR	**20**
68135	HESINGUE	**16**
67195	HESSENHEIM	**40**
68136	HETTENSCHLAG	**20**
67196	HILSENHEIM	**40**
67197	HINDISHEIM	**32**
68137	HINDLINGEN	**44**
67198	HINSBOURG	**48**
67199	HINSINGEN	**52**
67200	HIPSHEIM	**38**
67201	HIRSCHLAND	**48**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
68138	HIRSINGUE	**30**
68139	HIRTZBACH	**46**
68140	HIRTZFELDEN	**16**
67202	HOCHFELDEN	**24**
68141	HOCHSTATT	**32**
67203	HOCHSTETT	**30**
67204	HOENHEIM	**28**
67205	HOERDT	**10**
67206	HOFFEN	**50**
67208	HOHENGOEFT	**56**
67209	HOHFRANKENHEIM	**42**
68142	HOHROD	**44**
67212	HOLTZHEIM	**30**
68144	HOMBOURG	**12**
68145	HORBOURG-WIHR	**21**
68146	HOUSSEN	**14**
68147	HUNAWIHR	**28**
68148	HUNDSBACH	**50**
68149	HUNINGUE	**15**
67213	HUNSPACH	**56**
67214	HURTIGHEIM	**50**
68150	HUSSEREN-LES-CHATEAUX	**36**
68151	HUSSEREN-WESSERLING	**46**
67215	HUTTENDORF	**44**
67216	HUTTENHEIM	**40**
67217	ICHTRATZHEIM	**34**
68152	ILLFURTH	**24**
68153	ILLHAEUSERN	**22**
67218	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	**24**
68240	ILLTAL	**42**
68154	ILLZACH	**16**
67220	INGENHEIM	**44**
68155	INGERSHEIM	**18**
67221	INGOLSHEIM	**58**
67222	INGWILLER	**26**
67223	INNENHEIM	**26**
67225	ISSENHAUSEN	**42**
68156	ISSENHEIM	**24**
67226	ITTENHEIM	**36**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67227	ITTERSWILLER	**30**
68157	JEBSHEIM	**22**
67229	JETTERSWILLER	**46**
68158	JETTINGEN	**44**
68159	JUNGHOLTZ	**46**
67230	KALTENHOUSE	**36**
68160	KAPPELEN	**48**
68161	KATZENTHAL	**32**
67231	KAUFFENHEIM	**50**
68162	KAYSERSBERG VIGNOBLE	**18**
67232	KEFFENACH	**54**
68163	KEMBS	**23**
67233	KERTZFELD	**42**
67234	KESKASTEL	**28**
67235	KESSELDORF	**44**
67236	KIENHEIM	**52**
68165	KIFFIS	**48**
67237	KILSTETT	**26**
67238	KINDWILLER	**34**
68166	KINGERSHEIM	**26**
67239	KINTZHEIM	**24**
68167	KIRCHBERG	**42**
67240	KIRCHHEIM	**26**
67241	KIRRBERG	**44**
67242	KIRRWILLER	**28**
67244	KLEINGOEFT	**48**
68168	KNOERINGUE	**44**
67245	KNOERSHEIM	**44**
68169	KOESTLACH	**44**
68170	KOETZINGUE	**44**
67246	KOGENHEIM	**42**
67247	KOLBSHEIM	**29**
67248	KRAUTERGERSHEIM	**16**
67249	KRAUTWILLER	**30**
67250	KRIEGSHEIM	**36**
68171	KRUTH	**42**
68172	KUNHEIM	**10**
67252	KURTZENHOUSE	**48**
67253	KUTTOLSHEIM	**52**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67254	KUTZENHAUSEN	**38**
67066	BROQUE	**40**
67371	PETITE-PIERRE	**40**
67505	VANCELLE	**52**
67519	WANTZENAU	**19**
68173	LABAROCHE	**24**
67255	LALAYE	**48**
67256	LAMPERTHEIM	**24**
67257	LAMPERTSLOCH	**50**
67258	LANDERSHEIM	**22**
68174	LANDSER	**46**
67259	LANGENSOULTZBACH	**56**
68175	LAPOUTROIE	**24**
68176	LARGITZEN	**44**
67260	LAUBACH	**48**
68177	LAUTENBACH	**38**
68178	LAUTENBACHZELL	**42**
67261	LAUTERBOURG	**12**
68179	LAUW	**32**
68044	BONHOMME	**32**
68219	LE-HAUT-SOULTZBACH	**34**
67210	HOHWALD	**28**
68180	LEIMBACH	**38**
67263	LEMBACH	**42**
67264	LEUTENHEIM	**38**
68181	LEVONCOURT	**46**
68182	LEYMEN	**42**
67265	LICHTENBERG	**48**
68183	LIEBENSWILLER	**40**
68184	LIEBSDORF	**44**
68185	LIEPVRE	**18**
68186	LIGSDORF	**44**
67266	LIMERSHEIM	**34**
67267	LINGOLSHEIM	**24**
68187	LINSDORF	**36**
68188	LINTHAL	**38**
67268	LIPSHEIM	**24**
67269	LITTENHEIM	**48**
67270	LIXHAUSEN	**42**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67271	LOBSANN	**48**
67272	LOCHWILLER	**37**
68189	LOGELHEIM	**20**
67273	LOHR	**44**
67274	LORENTZEN	**46**
68190	LUCELLE	**30**
68191	LUEMSCHWILLER	**46**
67275	LUPSTEIN	**42**
68193	LUTTENBACH-PRES-MUNSTER	**36**
68194	LUTTER	**40**
68195	LUTTERBACH	**33**
67276	LUTZELHOUSE	**38**
67277	MACKENHEIM	**20**
67278	MACKWILLER	**50**
67279	MAENNOLSHEIM	**48**
68196	MAGNY	**44**
68197	MAGSTATT-LE-BAS	**48**
68198	MAGSTATT-LE-HAUT	**44**
67280	MAISONSGOUTTE	**50**
68199	MALMERSPACH	**40**
68200	MANSPACH	**42**
67281	MARCKOLSHEIM	**10**
67282	MARLENHEIM	**18**
67283	MARMOUTIER	**20**
68201	MASEVAUX-NIEDERBRUCK	**18**
67285	MATZENHEIM	**42**
67286	MEISTRATZHEIM	**23**
67287	MELSHEIM	**42**
67288	MEMMELSHOFFEN	**46**
67289	MENCHHOFFEN	**52**
67290	MERKWILLER-PECHELBRONN	**42**
68202	MERTZEN	**40**
67291	MERTZWILLER	**28**
68203	MERXHEIM	**18**
68204	METZERAL	**24**
68205	MEYENHEIM	**36**
68207	MICHELBACH-LE-BAS	**50**
68208	MICHELBACH-LE-HAUT	**44**
67292	MIETESHEIM	**28**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67293	MINVERSHEIM	**44**
67295	MITTELBERGHEIM	**26**
67296	MITTELHAUSBERGEN	**28**
67298	MITTELSCHAEFFOLSHEIM	**42**
68209	MITTELWIHR	**26**
68210	MITTLACH	**48**
68211	MITZACH	**48**
68212	MOERNACH	**42**
68213	MOLLAU	**56**
67299	MOLLKIRCH	**42**
67300	MOLSHEIM	**13**
67301	MOMMENHEIM	**17**
67302	MONSWILLER	**26**
68214	MONTREUX-JEUNE	**46**
68215	MONTREUX-VIEUX	**40**
68217	MOOSCH	**34**
68216	MOOSLARGUE	**44**
67303	MORSBRONN-LES-BAINS	**52**
67304	MORSCHWILLER	**40**
68218	MORSCHWILLER-LE-BAS	**26**
67305	MOTHERN	**40**
68221	MUESPACH	**46**
68222	MUESPACH-LE-HAUT	**46**
67306	MUHLBACH-SUR-BRUCHE	**38**
68223	MUHLBACH-SUR-MUNSTER	**38**
67307	MULHAUSEN	**44**
68224	MULHOUSE	**26**
67308	MUNCHHAUSEN	**46**
68225	MUNCHHOUSE	**14**
67309	MUNDOLSHEIM	**22**
68226	MUNSTER	**34**
68227	MUNTZENHEIM	**32**
68228	MUNWILLER	**38**
68229	MURBACH	**38**
67310	MUSSIG	**50**
67311	MUTTERSHOLTZ	**38**
67312	MUTZENHOUSE	**44**
67313	MUTZIG	**41**
68230	NAMBSHEIM	**12**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67314	NATZWILLER	**48**
67315	NEEWILLER-PRES-LAUTERBOURG	**46**
67317	NEUBOIS	**42**
68231	NEUF-BRISACH	**22**
67228	NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	**42**
67319	NEUHAEUSEL	**42**
67320	NEUVE-EGLISE	**34**
67321	NEUVILLER-LA-ROCHE	**44**
68232	NEUWILLER	**40**
67322	NEUWILLER-LES-SAVERNE	**38**
67324	NIEDERBRONN-LES-BAINS	**30**
68234	NIEDERENTZEN	**32**
67325	NIEDERHASLACH	**42**
67326	NIEDERHAUSBERGEN	**30**
68235	NIEDERHERGHEIM	**14**
67327	NIEDERLAUTERBACH	**28**
67328	NIEDERMODERN	**28**
68237	NIEDERMORSCHWIHR	**20**
67329	NIEDERNAI	**23**
67330	NIEDERROEDERN	**42**
67331	NIEDERSCHAEFFOLSHEIM	**42**
67333	NIEDERSOULTZBACH	**42**
67334	NIEDERSTEINBACH	**44**
68238	NIFFER	**18**
67335	NORDHEIM	**20**
67336	NORDHOUSE	**26**
67337	NOTHALTEN	**44**
67338	OBENHEIM	**34**
67340	OBERBRONN	**46**
68239	OBERBRUCK	**44**
67341	OBERDORF-SPACHBACH	**58**
68241	OBERENTZEN	**38**
67342	OBERHASLACH	**42**
67343	OBERHAUSBERGEN	**19**
68242	OBERHERGHEIM	**22**
67344	OBERHOFFEN-LES-WISSEMBOUR	**56**
67345	OBERHOFFEN-SUR-MODER	**40**
68243	OBERLARG	**44**
67346	OBERLAUTERBACH	**52**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67347	OBERMODERN-ZUTZENDORF	**42**
68244	OBERMORSCHWIHR	**40**
68245	OBERMORSCHWILLER	**52**
67348	OBERNAI	**10**
67349	OBERROEDERN	**54**
68246	OBERSAASHEIM	**20**
67350	OBERSCHAEFFOLSHEIM	**36**
67352	OBERSOULTZBACH	**46**
67353	OBERSTEINBACH	**48**
68247	ODEREN	**46**
67354	ODRATZHEIM	**40**
67355	OERMINGEN	**52**
67356	OFFENDORF	**34**
67358	OFFWILLER	**50**
67359	OHLUNGEN	**22**
67360	OHNENHEIM	**38**
68248	OLTINGUE	**24**
67361	OLWISHEIM	**40**
68249	ORBEY	**22**
68250	ORSCHWIHR	**38**
67362	ORSCHWILLER	**34**
68251	OSENBACH	**38**
68252	OSTHEIM	**26**
67363	OSTHOFFEN	**33**
67364	OSTHOUSE	**36**
67365	OSTWALD	**24**
67366	OTTERSTHAL	**34**
67367	OTTERSWILLER	**40**
68253	OTTMARSHEIM	**10**
67368	OTTROTT	**30**
67369	OTTWILLER	**54**
67370	PETERSBACH	**20**
68254	PETIT-LANDAU	**12**
68255	PFAFFENHEIM	**34**
67373	PFALZWEYER	**44**
68256	PFASTATT	**29**
68257	PFETTERHOUSE	**36**
67375	PFULGRIESHEIM	**46**
67377	PLAINE	**42**

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67378	PLOBSHEIM	**38**
68143	PORTE DU RIED	**18**
67379	PREUSCHDORF	**46**
67380	PRINTZHEIM	**52**
67381	PUBERG	**54**
68258	PULVERSHEIM	**28**
67382	QUATZENHEIM	**46**
68259	RAEDERSDORF	**44**
68260	RAEDERSHEIM	**46**
68261	RAMMERSMATT	**40**
67383	RANGEN	**48**
67384	RANRUPT	**44**
68262	RANSPACH	**50**
68263	RANSPACH-LE-BAS	**44**
68264	RANSPACH-LE-HAUT	**44**
68265	RANTZWILLER	**42**
67385	RATZWILLER	**46**
67386	RAUWILLER	**58**
68266	REGUISHEIM	**26**
67387	REICHSFELD	**44**
67388	REICHSHOFFEN	**27**
67389	REICHSTETT	**22**
67391	REINHARDSMUNSTER	**44**
68267	REININGUE	**24**
67392	REIPERTSWILLER	**42**
67394	RETSCHWILLER	**44**
68268	RETZWILLER	**46**
67395	REUTENBOURG	**35**
67396	REXINGEN	**48**
67397	RHINAU	**18**
68269	RIBEAUVILLE	**15**
67398	RICHTOLSHEIM	**34**
68270	RICHWILLER	**22**
68271	RIEDISHEIM	**30**
67400	RIEDSELTZ	**52**
68273	RIESPACH	**48**
68274	RIMBACH-PRES-GUEBWILLER	**50**
68275	RIMBACH-PRES-MASEVAUX	**40**
68276	RIMBACHZELL	**28**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67401	RIMSDORF	**14**
67403	RINGENDORF	**48**
68277	RIQUEWIHR	**18**
67404	RITTERSHOFFEN	**44**
68278	RIXHEIM	**20**
68279	RODEREN	**38**
68280	RODERN	**36**
67405	ROESCHWOOG	**36**
68281	ROGGENHOUSE	**20**
67406	ROHR	**44**
67407	ROHRWILLER	**46**
68282	ROMAGNY	**44**
67408	ROMANSWILLER	**34**
68283	ROMBACH-LE-FRANC	**38**
67409	ROPPENHEIM	**34**
68284	ROPPENTZWILLER	**32**
68285	RORSCHWIHR	**36**
68286	ROSENAU	**18**
67410	ROSENWILLER	**50**
67411	ROSHEIM	**27**
67412	ROSSFELD	**42**
67413	ROSTEIG	**48**
67414	ROTHAU	**46**
67415	ROTHBACH	**40**
67416	ROTT	**52**
67417	ROTTELSHEIM	**38**
68287	ROUFFACH	**18**
67418	ROUNTZENHEIM-AUENHEIM	**48**
68288	RUEDERBACH	**56**
68289	RUELISHEIM	**28**
68291	RUMERSHEIM-LE-HAUT	**10**
67420	RUSS	**34**
68290	RUSTENHART	**18**
67421	SAALES	**48**
67422	SAASENHEIM	**48**
67423	SAESSOLSHEIM	**48**
68292	SAINT-AMARIN	**22**
68081	SAINT-BERNARD	**44**
67424	SAINT-BLAISE-LA-ROCHE	**38**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
68293	SAINT-COSME	**42**
68294	SAINTE-CROIX-AUX-MINES	**34**
68295	SAINTE-CROIX-EN-PLAINE	**16**
68298	SAINTE-MARIE-AUX-MINES	**29**
68296	SAINT-HIPPOLYTE	**20**
67425	SAINT-JEAN-SAVERNE	**44**
68297	SAINT-LOUIS	**24**
67426	SAINT-MARTIN	**40**
67427	SAINT-MAURICE	**28**
67428	SAINT-NABOR	**44**
67429	SAINT-PIERRE	**44**
67430	SAINT-PIERRE-BOIS	**38**
68299	SAINT-ULRICH	**44**
67432	SALMBACH	**52**
67433	SAND	**42**
67434	SARRE-UNION	**22**
67435	SARREWERDEN	**28**
67436	SAULXURES	**48**
68300	SAUSHEIM	**10**
67437	SAVERNE	**26**
67438	SCHAEFFERSHEIM	**22**
67440	SCHAFFHOUSE-PRES-SELTZ	**48**
67441	SCHALKENDORF	**40**
67442	SCHARRACHBERGHEIM-IRMSTET	**32**
67443	SCHEIBENHARD	**38**
67444	SCHERLENHEIM	**44**
67445	SCHERWILLER	**44**
67446	SCHILLERSDORF	**46**
67447	SCHILTIGHEIM	**24**
67448	SCHIRMECK	**20**
67449	SCHIRRHEIN	**40**
67450	SCHIRRHOFFEN	**38**
67451	SCHLEITHAL	**50**
68301	SCHLIERBACH	**42**
67452	SCHNERSHEIM	**50**
67453	SCHOENAU	**16**
67454	SCHOENBOURG	**56**
67455	SCHOENENBOURG	**46**
67456	SCHOPPERTEN	**56**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67458	SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	**10**
68302	SCHWEIGHOUSE-THANN	**38**
67459	SCHWENHEIM	**34**
67460	SCHWINDRATZHEIM	**38**
68303	SCHWOBEN	**48**
67461	SCHWOBSHEIM	**42**
67351	SEEBACH	**54**
67462	SELESTAT	**24**
67463	SELTZ	**20**
68304	SENTHEIM	**34**
68305	SEPPOIS-LE-BAS	**26**
68306	SEPPOIS-LE-HAUT	**50**
67464	SERMERSHEIM	**38**
67465	SESSENHEIM	**42**
68307	SEWEN	**48**
68308	SICKERT	**40**
67466	SIEGEN	**36**
68309	SIERENTZ	**28**
67467	SIEWILLER	**54**
67468	SILTZHEIM	**34**
67470	SOLBACH	**42**
67004	SOMMERAU	**35**
68311	SONDERNACH	**40**
68312	SONDERSDORF	**52**
68313	SOPPE-LE-BAS	**34**
67471	SOUFFELWEYERSHEIM	**27**
67472	SOUFFLENHEIM	**44**
68316	SOULTZBACH-LES-BAINS	**42**
68317	SOULTZEREN	**40**
68315	SOULTZ-HAUT-RHIN	**29**
67473	SOULTZ-LES-BAINS	**42**
68318	SOULTZMATT	**26**
67474	SOULTZ-SOUS-FORETS	**28**
67475	SPARSBACH	**46**
68320	SPECHBACH	**42**
68321	STAFFELFELDEN	**44**
67476	STATTMATTEN	**42**
67477	STEIGE	**40**
68322	STEINBACH	**30**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67478	STEINBOURG	**30**
68323	STEINBRUNN-LE-BAS	**38**
68324	STEINBRUNN-LE-HAUT	**48**
67479	STEINSELTZ	**56**
68325	STEINSOULTZ	**46**
68326	STERNENBERG	**44**
68327	STETTEN	**44**
67480	STILL	**52**
68328	STORCKENSOHN	**50**
68329	STOSSWIHR	**36**
67481	STOTZHEIM	**32**
67482	STRASBOURG	**22**
68330	STRUETH	**44**
67483	STRUTH	**50**
67484	STUNDWILLER	**58**
67485	STUTZHEIM-OFFENHEIM	**46**
68331	SUNDHOFFEN	**20**
67486	SUNDHOUSE	**42**
67487	SURBOURG	**42**
68332	TAGOLSHEIM	**38**
68333	TAGSDORF	**56**
67488	THAL-DRULINGEN	**24**
67489	THAL-MARMOUTIER	**50**
68334	THANN	**29**
68335	THANNENKIRCH	**24**
67490	THANVILLE	**34**
67491	TIEFFENBACH	**56**
67492	TRAENHEIM	**36**
68336	TRAUBACH-LE-BAS	**48**
68337	TRAUBACH-LE-HAUT	**46**
67493	TRIEMBACH-AU-VAL	**30**
67494	TRIMBACH	**52**
67495	TRUCHTERSHEIM	**40**
68338	TURCKHEIM	**14**
68340	UEBERSTRASS	**38**
68341	UFFHEIM	**42**
68342	UFFHOLTZ	**20**
67497	UHLWILLER	**36**
67498	UHRWILLER	**38**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
68343	UNGERSHEIM	**16**
67499	URBEIS	**52**
68344	URBES	**44**
67500	URMATT	**22**
68345	URSCHENHEIM	**18**
67501	UTTENHEIM	**40**
67502	UTTENHOFFEN	**48**
67503	UTTWILLER	**40**
67372	VAL-DE-MODER	**27**
68192	VALDIEU-LUTRAN	**52**
67504	VALFF	**32**
67506	VENDENHEIM	**23**
68347	VIEUX-FERRETTE	**38**
68348	VIEUX-THANN	**22**
68349	VILLAGE-NEUF	**18**
67507	VILLE	**32**
68350	VOEGTLINSHOFEN	**30**
67508	VOELLERDINGEN	**54**
68351	VOGELGRUN	**14**
68352	VOLGELSHEIM	**10**
67509	VOLKSBERG	**60**
68353	WAHLBACH	**52**
67510	WAHLENHEIM	**30**
68354	WALBACH	**34**
67511	WALBOURG	**54**
67513	WALDERSBACH	**44**
67514	WALDHAMBACH	**30**
68355	WALDIGHOFEN	**32**
67515	WALDOLWISHEIM	**48**
68356	WALHEIM	**46**
68357	WALTENHEIM	**48**
67516	WALTENHEIM-SUR-ZORN	**44**
67517	WANGEN	**36**
67122	WANGENBOURG-ENGENTHAL	**28**
67520	WASSELONNE	**21**
68358	WASSERBOURG	**48**
68359	WATTWILLER	**20**
68360	WECKOLSHEIM	**24**
68361	WEGSCHEID	**48**

TAUX MODULÉ COMMUNES

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67521	WEINBOURG	**38**
67522	WEISLINGEN	**54**
67523	WEITBRUCH	**42**
67524	WEITERSWILLER	**50**
68362	WENTZWILLER	**42**
68363	WERENTZHOUSE	**56**
68364	WESTHALTEN	**34**
67525	WESTHOFFEN	**34**
67526	WESTHOUSE	**38**
67527	WESTHOUSE-MARMOUTIER	**48**
68365	WETTOLSHEIM	**14**
67528	WEYER	**46**
67529	WEYERSHEIM	**18**
68366	WICKERSCHWIHR	**28**
67530	WICKERSHEIM-WILSHAUSEN	**40**
68367	WIDENSOHLEN	**20**
68368	WIHR-AU-VAL	**36**
68370	WILDENSTEIN	**52**
67531	WILDERSBACH	**44**
68371	WILLER	**52**
68372	WILLER-SUR-THUR	**32**
67532	WILLGOTTHEIM	**46**
67534	WILWISHEIM	**36**
67535	WIMMENAU	**36**
67536	WINDSTEIN	**36**
67537	WINGEN	**54**
67538	WINGEN-SUR-MODER	**46**
67539	WINGERSHEIM LES QUATRE BAN	**24**
68373	WINKEL	**44**
67540	WINTERSHOUSE	**34**
67541	WINTZENBACH	**40**
68374	WINTZENHEIM	**21**
67542	WINTZENHEIM-KOCHERSBERG	**50**
67543	WISCHES	**20**
67544	WISSEMBOURG	**27**
68375	WITTELSHEIM	**24**
68376	WITTENHEIM	**28**
67545	WITTERNHEIM	**40**
68377	WITTERSDORF	**50**

Insee	COMMUNE	Taux Modulé
67546	WITTERSHEIM	**28**
67547	WITTISHEIM	**40**
67548	WIWERSHEIM	**50**
67550	WOERTH	**54**
68378	WOLFERSDORF	**54**
68379	WOLFGANTZEN	**14**
67551	WOLFISHEIM	**30**
67552	WOLFSKIRCHEN	**52**
67553	WOLSCHHEIM	**48**
68380	WOLSCHWILLER	**40**
67554	WOLXHEIM	**36**
68381	WUENHEIM	**42**
68382	ZAESSINGUE	**48**
67555	ZEHNACKER	**54**
67556	ZEINHEIM	**44**
68383	ZELLENBERG	**28**
67557	ZELLWILLER	**42**
68384	ZILLISHEIM	**30**
68385	ZIMMERBACH	**26**
68386	ZIMMERSHEIM	**28**
67558	ZINSWILLER	**42**
67559	ZITTERSHEIM	**44**

Code SIREN du groupement	libelle du groupement	Taux modulés
200013050	CC SAUER-PECHELBRONN	30
200030526	CC DU RIED DE MARCKOLSHEIM	25
200034270	CC DU PAYS DE BARR	27
200034635	CC DU KOCHERSBERG	30
200040178	CC DE L'OUTRE-FORET	27
200041283	CC DE LA PLAINE DU RHIN	25
200041325	CC DU PAYS RHENAN	27
200067783	CC DE HANAU-LA PETITE PIERRE	26
200067841	CC DE L'ALSACE BOSSUE	36
200067874	CA DE HAGUENAU	23
200067924	CC DU CANTON D ERSTEIN	23
200068112	CC DU PAYS DE SAVERNE	23
200068864	CC DE LA MOSSIG ET DU VIGNOBLE	26
246700306	CC DE LA VALLEE DE LA BRUCHE	27
246700488	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	
246700744	CC DES PORTES DE ROSHEIM	25
246700777	CC DE LA VALLEE DE VILLE	28
246700843	CC BASSE ZORN	27
246700926	CC DU PAYS DE WISSEMBOURG	28
246700959	CC DU PAYS DE LA ZORN	30
246700967	CC SELESTAT	25
246701064	CC DE MOLSHEIM-MUTZIG	23
246701080	CC DU PAYS DE SAINT ODILE	21
246701098	CC PAYS DE NIEDERBRONN LES BAINS	24
200036465	CC DE THANN CERNAY	23
200066009	CA MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	26
200066025	CC PAYS RHIN-BRISACH	20
200066033	CC SUD ALSACE LARGUE	27
200066041	CC DU SUNDGAU	27
200066058	CA SAINT-LOUIS AGGLOMERATION	22
246800205	CC DE ST AMARIN	28
246800395	CC DU VAL D'ARGENT	23
246800445	CC DU CENTRE HAUT RHIN	24
246800494	CC PAYS DE ROUFFACH-VIGNOBLES ET CHATEAUX	23
246800551	CC VALLEE KAYSERSBERG	23
246800569	CC DE LA REGION DE GUEBWILLER	25
246800577	CC DU PAYS DE RIBEAUVILLE	24
246800585	CC VALLEE DE MUNSTER	28
246800676	CC VALLEE DE LA DOLLER ET DU SOULTZBACH	26
246800726	CA DE COLMAR	24

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT AU TITRE DU FONDS DE SAUVEGARDE DE LA MAISON ALSACIENNE ET DU BÂTI TRADITIONNEL

ENTRE

LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, dont le siège social est situé Hôtel d'Alsace – 1 place du Quartier Blanc – 67964 Strasbourg Cedex 9, représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, M. Frédéric BIERRY, dûment habilité aux présentes par la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°..., du ...,

Ci-après dénommée le « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »

D'UNE PART,

ET

LE CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT D'ALSACE, dont le siège social est situé 5 rue du Hannong – 67000 Strasbourg, représenté par son Président M. Etienne WOLF.

Ci-après dénommé le « CAUE d'Alsace »

D'AUTRE PART,

ET

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOSGES DU NORD, dont le siège social est situé Maison du parc – Château – 67290 La Petite Pierre, représenté par son Président .....

Ci-après dénommé le « SYCOPARC PNRVN »

D'AUTRE PART,

CI-APRES DENOMMES CONJOINTEMENT « LES PARTIES ».

IL A ETE PREALABLEMENT EVOQUE CE QUI SUIT :

Aujourd'hui, ce sont 300 maisons alsaciennes qui disparaissent tous les ans en Alsace. Pourtant, ce patrimoine fait l'identité de l'Alsace et de ses paysages, et contribue à l'attractivité touristique et culturelle des territoires.

La Collectivité européenne d'Alsace souhaite consolider son intervention dans la sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel par un accompagnement

technique et financier, visant à préserver les caractéristiques architecturales et à adapter ces constructions anciennes aux nouveaux usages, tout en veillant à préserver les savoir-faire artisanaux traditionnels et l'aspect des villes et villages alsaciens.

La Collectivité européenne d'Alsace, comme acteur du cadre de vie de chaque alsacien, souhaite poursuivre son intervention au niveau de la réhabilitation patrimoniale en maintenant son action par le biais d'un accompagnement spécifique pour la sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel. Forte des trois années de partenariat avec le Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement d'Alsace (CAUE d'Alsace) et le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord (SYCOPARC PNRVN), et des collectivités locales adhérentes, la Collectivité européenne d'Alsace souhaite continuer à accompagner les alsaciens dans la mise en œuvre de réhabilitations respectueuses du bâti traditionnel.

La Collectivité européenne d'Alsace succède aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin depuis le 1er janvier 2021 en application de l'article 10 I de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace. Dans ce contexte, l'harmonisation de la politique de la Maison Alsacienne du XXIe portée par la Collectivité européenne d'Alsace a permis l'élaboration d'un nouveau dispositif commun à l'échelle de l'Alsace, amené à se substituer au *plan patrimoine 68-Maisons Anciennes* et au dispositif de "*Sauvegarde et Valorisation de l'Habitat Patrimonial*" – 67 à partir du 1er janvier 2024. C'est dans ce cadre, qu'est définie cette nouvelle convention-cadre du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel à l'échelle de l'Alsace.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU :

ARTICLE 1 – Objet de la convention-cadre

Dans le cadre de sa politique de la maison alsacienne du XXIe siècle, dont les grandes orientations ont été définies par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2023-3-6-2 du 19 juin 2023, la Collectivité européenne d'Alsace encourage les alsaciens à sauvegarder et à restaurer le bâti traditionnel, symbole de l'Alsace. Pour cela elle fait appel à l'expertise et aux compétences du CAUE Alsace et du SYCOPARC PRNVN.

Cette convention-cadre a pour objet de préciser les engagements de la Collectivité européenne d'Alsace, du CAUE Alsace et du SYCOPARC PRNVN dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.
Dans la perspective de générer 200 rénovations par an.

Elle régit également les modalités de partenariat avec les Intercommunalités et les Communes d'Alsace, notamment dans le cadre du cofinancement des projets soutenus par la Collectivité européenne d'Alsace.

ARTICLE 2 – Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

A travers son Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel, la Collectivité européenne d'Alsace vise à soutenir les travaux de restauration et de réhabilitation du bâti traditionnel.

Ainsi, la CeA s'engage, auprès de ses partenaires, dans la mise en place du dispositif dans les modalités suivantes :

A – Les travaux éligibles et les modalités d'attribution des subventions

Les travaux éligibles sont des travaux permettant la restauration et la réhabilitation du bâti traditionnel. La nature des travaux éligibles est soumise à l'analyse des architectes conseils du CAUE d'Alsace et du SYCOPARC PRNVN. Le Fonds soutient à hauteur de 20% des dépenses éligibles par bâtiment. La nature des travaux éligibles au Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel est détaillée dans le règlement dudit fonds.

Pour accorder ses financements la Collectivité européenne d'Alsace s'appuiera sur les préconisations du SYCOPARC PNRVN et du CAUE d'Alsace, formulées dans le cadre de leurs compétences et de leur participation au dispositif. Les modalités d'attribution des financements sont définies dans le règlement du fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.

B – Participation financière de la Collectivité européenne d'Alsace : 3 niveaux d'implication pour les territoires

Conformément au règlement du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel, trois plafonds d'aides sont déterminés en fonction du niveau d'engagement des collectivités locales :

- **Subvention de la CeA plafonnée à 40 000€** : la commune ou l'intercommunalité s'engage ou a engagé une étude d'identification du patrimoine destinée à être intégrée dans les documents d'urbanisme révisés et co finance les projets se déroulant sur son territoire.
- **Subvention de la CeA plafonnée à 30 000€** : la commune ou l'intercommunalité adhère en co finançant les projets se déroulant sur son territoire.
- **Subvention de la CeA plafonnée à 10 000€** : la commune ou l'intercommunalité n'adhère pas à la politique de la Maison alsacienne du XXIe siècle de la CeA et se situe sur le territoire de délégation des aides à la pierre.

Les territoires qui n'ont pas délégué les aides à la pierre à la Collectivité européenne d'Alsace ne sont pas éligibles à ce plafond de subvention, à savoir l'Eurométropole de Strasbourg et Mulhouse Alsace Agglomération. Toutefois, les communes de ces intercommunalités peuvent s'engager indépendamment à cofinancer et/ou mener des études d'identification, elles seront alors éligibles au plafond 1 ou 2.

C – Les modalités de suivi du Fonds de sauvegarde de la Maison alsacienne et du bâti traditionnel

Deux instances sont mises en place pour assurer le suivi du Fonds de sauvegarde de la Maison alsacienne et du bâti traditionnel : un comité de pilotage (COPIL) et un comité technique.

Le comité de pilotage (COPIL), présidé par Mme Sabine Drexler, réunit des élus représentants leurs champ thématique (Habitat, Tourisme, etc.) et des territoires d'actions de la Collectivité européenne d'Alsace. Il valide les orientations de la politique de la Maisons Alsaciennes du XXIe siècle.

Le comité technique du Fonds de sauvegarde, mobilisé par les services de la Collectivité européenne d'Alsace, composé des architectes conseils du CAUE d'Alsace et du SYCOPARC PNRVN, des services de la Collectivité européenne d'Alsace et des élus du COPIL (à leur convenance) a pour rôle de formuler des avis sur des projets complexes et des cas particuliers. Il est un lieu de débat concernant l'octroi des subventions dans le cadre de l'accompagnement du CAUE d'Alsace et du SYCOPARC PNRVN pour certains projets et à titre expérimental comme par exemple :

- D'un projet résultat de la transformation d'une construction annexe comme une grange en ensemble de logements,
- D'une démolition-reconstruction in-situ réutilisant les matériaux d'origine,
- D'un démontage – remontage dans un autre emplacement,
- D'un risque de détérioration ou de dégradation majeur de l'habitat existant, où des travaux auraient été engagés par un demandeur en urgence, avec un suivi de l'architecte-conseil et une réalisation des travaux conformément aux prescriptions du CAUE d'Alsace et du SYCOPARC PNRVN,
- De projets d'auto-réhabilitation de l'habitat (cf. préconisations des plans départementaux de l'habitat). Dans ce cas précis le demandeur devra joindre son projet d'auto-réhabilitation et préciser le cadre d'accompagnement (tutorat) qui devra être réalisé par une entreprise qualifiée, une association, un architecte spécialisé, etc. (ex. Compagnons Bâtisseurs, Alter Alsace Energies, etc.).

Le comité technique peut émettre des éclairages sur le règlement et le processus du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel. Il peut être sollicité sur les sujets de la politique de la maison alsacienne du XXIe siècle de la CeA.

Ces instances se réunissent en fonction des besoins et des sujets à débattre.

D – La valorisation de l'investissement du CAUE d'Alsace et au SYCOPARC PNRVN

La Collectivité européenne d'Alsace valorise l'investissement du CAUE d'Alsace et du SYCOPARC PNRVN sur le Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel, notamment :

- l'investissement passé par les architectes-conseils sur l'instruction des dossiers du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel : les dossiers sont instruits par le service patrimoine de la Collectivité européenne d'Alsace via le portail des aides, ils nécessitent néanmoins une validation des éléments techniques par un architecte conseil.

- les conseils aux particuliers effectuées **spécifiquement** dans le cadre de la politique de la maison alsacienne du XXIe siècle qui sont des prestations approfondies par rapport à une visite usuelle. Ces conseils peuvent déboucher sur un dossier via le portail des aides et donnent lieu à la remise d'un document aux propriétaires. Ce livrable, à co-construire, valorisera l'investissement des partenaires dans la politique de la maison alsacienne du XXIe siècle, la fera connaître et permettra d'avoir une trace de la visite et des grandes préconisations qui ont été émises.

- l'interconnaissance des agents en proposant des temps d'échanges et de rencontres, de formation en commun pour les trois structures.

Cette valorisation se fera sous la forme d'une subvention annuelle reversée aux deux organismes, sur la base d'un forfait de 15 000 € par tranche de 200 demandes via le portail des aides Collectivité européenne d'Alsace, avec un maximum de 45 000€ pour le CAUE d'Alsace et de 15 000€ pour le SYCOPARC PRNVN.

Les modalités de versement de ces subventions seront précisées lors d'une commission permanente ultérieure et d'une convention financière dédiée.

ARTICLE 3 - Engagements du CAUE ALSACE et du SYCOPARC PNRVN

Le CAUE Alsace et le SYCOPARC PNRVN sont les partenaires privilégiés de la Collectivité européenne d'Alsace, coordinatrice de l'action autour de la sauvegarde de la maison alsacienne. Ces deux partenaires détiennent l'expertise technique des dossiers, les compétences en matière d'architecture et de bâti ancien.

Les architectes conseils en patrimoine bâti mutualisés du SYCOPARC PNRVN, ont vocation à agir uniquement sur le périmètre du parc naturel régional des Vosges du nord, et dans les périmètres des EPCI ayant contractualisé la mission.

Le CAUE d'Alsace et le SYCOPARC PNRVN s'engagent au titre de leurs compétences à :

- Porter les enjeux de la politique de la Maison alsacienne du XXIe siècle de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- Mettre en œuvre et à mobiliser les moyens propres à permettre la poursuite en commun des objectifs de cette politique ;
- Accompagner les demandeurs au travers du conseil en architecture et en réhabilitation du patrimoine, en incluant ou non des travaux d'amélioration énergétique ;
- Apporter leur expertise à la Collectivité européenne d'Alsace dans l'analyse des dossiers et l'élaboration d'outil d'information et de médiation à destination des particuliers ;
- Apporter au demandeur une synthèse de leurs conseil et préconisations ;
- Utiliser le téléservice et les outils qui seront proposés par la Collectivité européenne d'Alsace pour le suivi des demandes de subventions et de leurs versements ;

- S'assurer que les travaux envisagés, ainsi que les devis des entreprises sont en adéquation avec leur conseil et les enjeux patrimoniaux de la politique de la Maison Alsacienne du XXIe siècle de la CeA ;
- Participer au comité technique ;
- Appuyer la Collectivité européenne d'Alsace dans l'expertise sur le bâti traditionnel ;

Grâce à leur connaissance du terrain le CAUE d'Alsace et le SYCOPARC PNRVN devront être en mesure d'alerter les collectivités et d'étudier avec les interlocuteurs concernés les diverses solutions envisageables au règlement des situations particulières et des éventuels points de blocage.

Le CAUE d'Alsace et le SYCOPARC PNRVN établiront un suivi des états d'avancement trimestriels et annuels permettant à la Collectivité européenne d'Alsace, aux communes et intercommunalités de dresser des évaluations sur les effets du fonds mis en œuvre et de proposer les mesures de correction.

Le suivi devra permettre au COPIL de mesurer le respect ou non des objectifs quantitatifs et qualitatifs du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.

L'objectif de la CeA est d'atteindre 200 projets subventionnés par an. Dans cette optique, le SYCOPARC PNRVN et le CAUE d'Alsace participeront aux actions d'information en direction des porteurs de projets éligibles au Fonds de sauvegarde de la Maison Alsacienne et du bâti traditionnel de la CeA.
Le SYCOPARC PNRVN et le CAUE d'Alsace ne pourront en aucun cas réaliser la maîtrise d'œuvre des projets faisant l'objet d'une demande de subvention de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le SYCOPARC PNRVN et le CAUE d'Alsace s'engagent à faire appliquer le règlement du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.

ARTICLE 4 – Adhésion au Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel par la commune et/ou l'intercommunalité

Les communes et les intercommunalités qui souhaitent adhérer au Fonds de sauvegarde de la Maison Alsacienne et du bâti traditionnel devront adopter la présente convention-cadre en assemblée délibérante et transmettre le délibéré correspondant à la Collectivité européenne d'Alsace pour enregistrement de la participation de la collectivité.
Un modèle de délibération est joint en annexe au règlement du dispositif.

La commune ou l'intercommunalité adhérant, s'engage à faire appliquer le règlement du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.

Les conditions financières de la participation de la Commune ou de l'intercommunalité sont régies par le règlement du Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel.

ARTICLE 5- Information et communication

Les partenaires, dans le cadre de leurs actions habituelles de communication, s'engagent à informer du soutien de la Collectivité européenne d'Alsace et des autres membres du réseau des partenaires, dans tous les supports qu'ils utilisent ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace et de celui des partenaires, sur les documents édités pour promouvoir les études et autres actions qu'ils auraient participé à financer et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la Communication de la Collectivité européenne d'Alsace.

La Collectivité européenne d'Alsace devra être informée de toute manifestation publique organisée dans le cadre du programme d'actions soutenu. Toute sollicitation de la presse pour des demandes d'interview ou de reportage au sujet du Fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel devra être préalablement validée par le service de presse de la Collectivité européenne d'Alsace.

ARTICLE 6: Dispositions finales

6.1 : Durée de la convention-cadre

La présente convention-cadre est conclue pour une durée de trois ans sur la période 2024-2026. Elle entrera en vigueur après sa signature par les parties le 1er janvier 2024 et prendra fin à son échéance au 31 décembre 2026.

Cette convention pourra être reconduite par avenant.

6.2 : Modifications

Les modifications qui s'avéreraient nécessaires feront l'objet d'avenants négociés et signés par toutes les parties.

6.3 : Résiliation

La Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement à la présente convention-cadre en cas de non-respect, par l'une des parties, de l'une de ses clauses, par courrier avec accusé de réception. Cette résiliation prendra effet au 1er janvier de l'année N+1

Les partenaires signataires pourrons également mettre fin à la présente convention-cadre, en cas de non-respect, par l'une des parties, de l'une de ses clauses, dans les mêmes conditions.

Article 6.4 : Règlement des litiges

6.4.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention-cadre, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

6.4.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article ~~7~~ 6.4.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires originaux dont 1 pour le CAUE Alsace, 1 pour le SYCOPARC PNRVN et 1 pour la Collectivité européenne d'Alsace,
le ...15.12.2023... **A** ...La Petite-Pierre...

La Collectivité européenne d'Alsace, Le Président Fréderic BIERRY

Le SYCOPARC PNRVN, Le Président .....

SYNDICAT DE COOPÉRATION POUR LE PARC NATUREL RÉGIONAL DES VOSGES DU NORD

Le CAUE Alsace, Le Président Etienne WOLF